

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 72

DECISION DU PRESIDENT

DU 30 JANVIER 2020

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT, LE TRENTE JANVIER,
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°10 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A L'EPIF DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN
POUR LES BIENS SIS 168 AVENUE HENRI BARBUSSE CADASTRE CD 42 ET 170 AVENUE HENRI BARBUSSE CADASTRE CD
41 A DRANCY**

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,
Vu le code de l'urbanisme,
Vu le décret n° 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial de Paris Terres d'Envol dont le siège est à Aulnay-sous-Bois,
Vu l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
Vu le décret n°2015-1660 du 11 décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol,
Vu l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,
Vu la délibération du conseil municipal de Drancy en date du 7 septembre 1987 instituant le droit de préemption urbain renforcé (D.P.U.R.), exécutoire le 11 septembre 1987,
Vu la délibération n°17 du conseil de territoire en date du 20 mars 2017 portant délégation au Président pour l'exercice du droit de préemption urbain,
Vu la délibération du conseil municipal de Drancy n°14 du 21 novembre 2019 relative à l'approbation d'une nouvelle convention d'intervention foncière entre la commune de Drancy, l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et l'EPT,
Vu la délibération du Bureau de l'EPFIF du 26 novembre 2019 relative à l'approbation d'une nouvelle convention d'intervention foncière entre la commune de Drancy, l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et l'EPT Paris Terres d'Envol,
Vu la délibération n° 70 du 24 juin 2019 du conseil de territoire relative à la délégation du droit de préemption au Président de l'EPT Paris Terres d'Envol,
Vu la délibération du conseil territorial Paris Terres d'Envol n°128 du 9 décembre 2019 relative à l'approbation d'une nouvelle convention d'intervention foncière entre la commune de Drancy, l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et l'EPT,
Vu la délibération n°29 du 9 décembre 2019 du conseil de territoire relative à la délégation du droit de préemption au Président de l'EPT Paris Terres d'Envol et lui donnant la faculté de déléguer à une personne tierce conformément à l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme,
Vu la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) établie par Maître CHIBOUST, en application des articles L. 213.2 et R. 213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 15 janvier 2020 en mairie de Drancy et enregistrée sous le numéro 20A0029, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention de la SCI SEBAN de céder leurs biens situés à Drancy, 168 avenue Henri Barbusse, cadastré à Drancy, section CD n°42 et 170 avenue Henri Barbusse cadastré à Drancy, section CD n°41, faisant l'objet de deux baux commerciaux et d'appartements occupés par les vendeurs comme indiqué dans l'état d'occupation annexé à la DIA, moyennant le prix de neuf cent trente mille euros (930 000 €), net vendeur.

Considérant qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à un établissement public y ayant vocation comme un établissement public foncier,

Considérant que le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée est situé dans un des périmètres définis dans la convention d'intervention foncière conclue entre la commune de Drancy, l'EPT et l'EPFIF et répond aux objectifs d'intervention de l'EPFIF,

Considérant en conséquence qu'il convient de déléguer à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20200130-10-30-01-2020-AU
Date de télétransmission : 06/02/2020
Date de réception préfecture : 06/02/2020

DÉCIDE

- Article 1** De **déléguer** à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour les bien situés à Drancy, 168 avenue Henri Barbusse, cadastré à Drancy, section CD n°42, et 170 avenue Henri Barbusse, cadastré à Drancy, section CD n°41, tels que décrit dans la DIA susmentionnée ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction nationale d'interventions domaniales, la demande de visite ou de pièces complémentaires entraînant une interruption des délais.
- Article 2** De **préciser** qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :
- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,
 - Monsieur le Directeur de l'EPPFIF,
 - Madame le Maire de la commune de Drancy.
- La présente décision sera affichée au siège de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.
- Article 3** D'**informer le délégataire** qu'il est tenu de transmettre à la ville les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L 213-13 du code de l'urbanisme
- Article 4** La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois suivant son affichage auprès du tribunal administratif de Montreuil.
Elle peut également, dans le même délai de deux mois, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur. En cas de rejet du recours gracieux par ce dernier, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois suivant la notification du rejet devant le tribunal administratif de Montreuil.
L'absence de réponse de l'auteur de la présente décision dans un délai de deux mois suivant la réception du recours gracieux équivaut à un rejet du recours gracieux.

Pour extrait conforme

Le Président
Bruno BESCHIZZA



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20200130-10-30-01-2020-AU
Date de télétransmission : 06/02/2020
Date de réception préfecture : 06/02/2020